

Chapitre VIII

Le Gouvernement kémaliste et l'Allemagne avant la reprise officielle des relations

La presse allemande est relativement bien informée des combats qui se déroulent en Anatolie¹. Les succès que les kémalistes enregistrent sont salués par la majorité des journaux, qui voient dans une victoire turque une revanche prise sur les puissances de l'Entente. Ainsi, dès février 1921, un journaliste du *Hamburger Nachrichten* écrit :

« C'est avec une envie dépourvue de malveillance que nous suivons, nous les Allemands, les actions intelligentes, les actes courageux et les succès de Mustafa Kemal (...). Car elles nous donnent un modèle, ces troupes de combattants nationalistes, courageux et fidèles (...). C'est avec douleur que nous nous sommes séparés de notre fidèle alliée la Turquie après la trahison outrageante de la Bulgarie et que nous étions nous-mêmes dans l'impuissance de continuer à l'aider. C'est donc avec un intérêt d'autant plus joyeux que nous suivons la manière dont les Anatoliens ont combattu sous Kemal, dont ils ont assuré à la Turquie son noyau d'existence (...). L'Anatolie, habitée d'au plus 5 à 6 millions d'êtres humains, présente aux ennemis une fierté reposant sur ses propres forces, parce qu'en elle règne une volonté intrépide, unie, nationale². »

La presse allemande souligne ainsi régulièrement l'héroïsme d'un homme et d'un peuple, la force de la cohésion nationale, les vertus militaires, faisant parfois le parallèle avec l'Allemagne, mettant souvent en valeur les liens entre les deux pays, dans le cadre des débats politiques de l'époque. La *Waffenbruderschaft*, l'amitié d'armes entre Allemands et Turcs, est en quelque sorte redorée par les combats en Anatolie.

Mais si la guerre d'indépendance est perçue avec bienveillante, voire avec admiration par la majorité des publicistes comme des hommes de la *Wilhelmstrasse*, d'autres personnalités en Allemagne s'efforcent de faire connaître le massacre perpétré contre les Arméniens. Sur ce point surtout, les assassinats successifs des anciens dirigeants unionistes n'annoncent rien de bon pour la reprise des relations entre l'Allemagne et la Turquie.

¹ Kornrumpf, Hans-Jürgen, « Der Beginn des türkischen Befreiungskampfes 1919 in der zeitgenössischen deutschen und österreichischen Presse ». In : *IX. Türk Tarih Kongresi*, Ankara, 1981, pp. 1891 – 1899.

² *Hamburger Nachrichten*, 12 février 1921. Cité in : Ülger, Eris S., *Atatürk und die Türkei in der deutschen Presse*, op. cit., pp. 64 – 65.

1. Le problème arménien dans les relations entre les deux pays

En 1919, Johannes Lepsius³ publie des documents d'archives relatifs au génocide arménien, sous le titre *Deutschland und Armenien 1914 – 1918 (Sammlung diplomatischer Aktenstücke)*, qui inquiètent fortement les diplomates de la section Turquie au sein de la *Wilhelmstrasse*. Pourtant, Lepsius a veillé à ne pas publier les documents qui pourraient permettre de mettre l'attitude de l'Allemagne en cause. Plus encore, il semble que le ministère des Affaires étrangères lui-même ait supprimé les documents les plus compromettants⁴. Mais le recueil, qui reste l'une des sources les plus importantes de l'histoire du génocide, réunit suffisamment de rapports consulaires et de matériel pour faire dire au conseiller de légation Göppert : « (...) je tiendrais pour inopportun de continuer à publier des archives qui accuseraient les Turcs sans nous être utiles⁵ ».

L'assassinat de Talat pacha le 15 mars 1921 inquiète encore plus la *Wilhelmstrasse*, qui redoute que le procès du meurtrier ne soit l'occasion d'une discussion dans l'opinion publique sur le massacre de 1915. Dans un rapport envoyé au ministère de la justice, le secrétaire d'État note ainsi : « Peut-être même que la défense va essayer d'aborder la prise de position du gouvernement allemand concernant ces atrocités. Même si les documents attestent du fait que le gouvernement allemand a protesté contre ces atrocités auprès du gouvernement turc, une discussion sur toute cette affaire ne serait aujourd'hui absolument pas souhaitable. » Surtout, il souligne le fait que Talat était perçu comme pro-allemand par les musulmans dans leur ensemble et que ceux-ci vont donc suivre avec attention le procès. Une discussion dans l'opinion publique, conclut-il, risquerait également d'avoir des effets sur les relations politiques de l'Allemagne avec le nouveau gouvernement turc⁶.

L'acquittement du meurtrier Tehlirian par la Cour d'assises de Berlin⁷ ne fait qu'augmenter les craintes du ministère des Affaires étrangères, qui rapporte que le procès a « causé une grande émotion dans les milieux musulmans d'ici » et qui estime qu'il est absolument nécessaire que le gouvernement allemand se démarque du jugement rendu⁸. Les diplomates de la section Turquie estiment également que cette crise risque de menacer les intérêts économiques allemands sur le long terme :

³ Voir l'annexe biographique.

⁴ Gust, Wolfgang, « Magisches Viereck. Johannes Lepsius, Deutschland und Armenien » [En ligne]. In : www.armenocide.de (page consultée le 18.11.2005).

⁵ AA, Türkei 183, Armenien, Bd 56, Nr. 7201, R. 14106, 28.06.1919.

⁶ AA, Staatsmänner in der Türkei, 1920 – 1924, R 78551, 27.05.1921.

⁷ Voir *Der Prozess Talaat Paschas, Antwort bei Armin T. Wegner*, Berlin 1921, traduit en français sous le titre *Les justiciers du génocide. Le procès de S. Tehlerian. Intégrale des minutes du procès de Berlin*, Paris, éd. Diaspora, 1981.

⁸ AA, Akten betreffend Strafverfolgung, Begnadigung von Türken in Deutschland (Talaat Pascha), Rechtswesen 16 Sdh., Band 9, R 78588, 23.06.1921.

« En Orient, ce procès peut nuire fortement à notre commerce, qui promettait un rapide développement grâce à l'ambiance qui nous y était propice. Comme Talat pacha est perçu par les Turcs comme l'un de leurs plus grands hommes, il est complètement exclu que cette affaire tombe dans l'oubli. Il y a bien plus à craindre qu'elle ne tourne en une sorte de Lusitania oriental⁹. »

Un an plus tard, Bahaeddin Şakir et Cemal Azmi sont à leur tour assassinés dans la capitale allemande, en pleine rue. Dans un rapport adressé au commissaire d'État pour l'ordre public, la *Wilhelmstrasse* dénonce les prises de position « anti-turques » d'une partie de la presse allemande et de personnalités, qui « commencent à menacer sérieusement nos relations futures avec notre ancien allié¹⁰ ». L'auteur du rapport note que les Turcs présents à Berlin, et également les musulmans en général, sont « évidemment soucieux, car ils sont persuadés que les autorités allemandes ne font pas d'effort pour les protéger ». Il rapporte également la visite officielle du représentant du gouvernement d'Ankara, Nuri [Conker], au ministère des Affaires étrangères, durant laquelle celui-ci a attiré l'attention sur le fait qu'Ankara se verrait obligé de tirer les conséquences de ces événements. L'auteur du rapport estime que ces événements risquent de nuire fortement aux intérêts de la politique générale et économique future de l'Allemagne et demande au Commissaire d'État de prendre des mesures pour rassurer les cercles musulmans et surtout, de « faire comprendre aux Arméniens que Berlin n'est pas un lieu d'agitation pour leurs projets de vengeance (...) ». Il va jusqu'à recommander que les Arméniens dont les papiers ne sont pas en règle soient expulsés et, se référant à un article d'un commissaire de police dans le *Berliner Tagblatt*, ajoute :

« Le commissaire de police place, dans le *Berliner Tagblatt*, les Turcs sur le même plan que les étrangers qui nous importunent, comme les Arméniens et tous les autres étrangers qui envahissent Berlin. Comme il a été dit, les Turcs ont cherché asile chez nous parce qu'ils ont été forcés par l'Entente de quitter leur pays à cause de leur penchant pour l'Allemagne. Même aujourd'hui encore ils ne peuvent pas retourner dans leur patrie. Ils méritent donc plus que tout autre étranger notre hospitalité, et nous avons de notre part un devoir moral et politique à leur assurer cette hospitalité d'une manière correspondant à l'image allemande et à notre considération pour nos relations passées et futures avec l'Orient. »

Les kémalistes, en effet, estiment que l'attitude des autorités allemandes vis-à-vis du meurtre des unionistes est inacceptable. Bien qu'ils s'efforcent de plus en plus de se distinguer des unionistes, ils ne sont pas prêts à reconnaître l'ampleur du massacre perpétré contre les Arméniens, auquel un grand nombre d'entre eux a en fait directement ou indirectement participé. Comme nous le verrons, ce problème se reposera au moment des procès de 1926.

⁹ *Ibid.*, 30.06.1921. Pour mémoire, le Lusitania était un paquebot britannique torpillé par un sous-marin allemand en 1915 dans l'Atlantique au large de l'Irlande. Sur 1200 victimes, 124 étaient américaines. Dans l'opinion publique, l'émotion fut très forte et le président Wilson adressa à l'Allemagne de fortes protestations.

¹⁰ AA, Politische Beziehungen der Türkei zu Deutschland, 1920 – 1923, R 78484, 22.04.1922.

Pour l'heure, l'Allemagne est l'objet de violentes critiques. Ahmed Emin [Yalman] fait ainsi paraître un article dans le journal *Vakit* du 5 mai 1922, dans lequel il dénonce l'attitude des Allemands lors du procès du meurtrier de Talat, rappelant à son tour que les Turcs avaient pris fait et cause pour les Allemands lors des négociations de l'armistice. Surtout, il estime que la Turquie doit se rapprocher de la France, et qu'elle n'a plus aucun intérêt commun avec l'Allemagne, un pays devenu « étranger et lointain ».

Les autorités allemandes commentent cet article en mettant en relief que la presse est passée d'un extrême dans l'autre, se répandant auparavant en louanges pour les Turcs et les critiquant désormais, ou bien ne s'intéressant pas à eux, à part « quelques articles dans la presse de droite ». Or, met en avant l'auteur de ce rapport, les relations économiques futures avec le Proche Orient nécessitent que la presse évite une attitude hostile vis-à-vis de la Turquie. « Après l'issue du procès du meurtrier de Talat, conclut-il, il ne faut pas s'étonner si non seulement la presse turque – qui s'est montrée jusqu'ici modérée – mais aussi les autorités officielles, comme le représentant d'Angora ici et l'envoyé turc à Stockholm, expriment leurs inquiétudes de manière à mettre en danger les futures relations turco-allemandes¹¹. »

La *Wilhelmstrasse* a effectivement quelques raisons de se faire du souci : Rıza Nur¹², lui-même envoyé d'Ankara, déclare par exemple au représentant allemand en Ukraine que les cercles politiques et intellectuels de son pays ainsi que l'armée, sont très amères concernant l'Allemagne, qu'ils accusent d'avoir mené une politique égoïste, conduisant la Turquie dans la Guerre mondiale puis la quittant après¹³. Deux semaines après, Rıza Nur explique à nouveau que l'Allemagne a perdu de son prestige dans la population turque, non pas seulement à cause de l'issue de la guerre, mais aussi et surtout, faisant allusion au problème arménien, à cause de « certains événements qui se sont déroulés après la guerre et qui laissent penser que le gouvernement allemand prend parti pour Constantinople, donc contre Angora¹⁴ ».

Pour autant, Rıza Nur, habilement, précise qu'il ne pas partage cette opinion et met en valeur la nécessité pour l'Allemagne et pour la Turquie de reprendre aussi vite que possible des relations étroites. En ce sens, il demande si l'Allemagne hésite à envoyer un représentant à Ankara à cause de l'Entente. Son interlocuteur al-

¹¹ AA, Politische Beziehungen der Türkei zu Deutschland, März 1920-Dezember 1923, R 78484, 15.05.1922.

¹² Rıza Nur (1879 – 1942), médecin de formation, a été député après 1908. Opposé au CUP, il a vécu en exil en Égypte jusqu'en 1920, date à laquelle il a participé à la négociation du traité d'amitié passé avec la Russie soviétique. Il a été ministre de l'Éducation et ministre de la Santé à Ankara puis, en conflit avec Mustafa Kemal, il s'est à nouveau exilé à partir de 1926. Il rentrera en Turquie en 1938.

¹³ AA, Abteilung III, Po 2, Politische Beziehungen der Türkei zu Deutschland, Band 1, März 1920-Dezember 1923, R 78484, 02.07.1922.

¹⁴ *Ibid.*, 17.07.1922.

lemand met en évidence les difficultés de communication, ce que Rıza Nur reconnaît, en précisant toutefois qu'Izmir allait bientôt être rendue aux Turcs, tandis qu'il laisse, selon l'auteur du rapport, transparaître « un certain scepticisme concernant Constantinople ». Le rapport se conclut ainsi : « Rıza Nur souligna que les Allemands en tant qu'individus continuaient à être très appréciés en Turquie et seraient accueillis à bras ouverts¹⁵ ».

Ainsi, les autorités kémalistes, bien qu'irritées par l'issue du procès de Tehlirian et par les meurtres successifs de personnalités unionistes à Berlin, restent pragmatiques, sachant pertinemment qu'elles ne peuvent pas se permettre de mettre en péril leurs relations futures avec l'Allemagne.

2. Vers la reprise des relations

Les contacts entre la Wilhelmstrasse et les kémalistes

Pour les autorités berlinoises, les déclarations peu amicales de Rıza Nur vis-à-vis de l'Allemagne prouvent que le gouvernement d'Ankara a changé d'orientation. Elles estiment qu'un groupe d'hommes politiques francophiles est en train de concurrencer la politique russophile de Mustafa Kemal, notant que « le choix de Rauf pacha comme chef de cabinet, particulièrement, montre un changement au profit du courant pro-français ». Ce rapport insiste ainsi sur l'existence à Ankara d'un groupe opposé à l'Allemagne, qui avait déjà pris position contre elle pendant la Guerre, concluant : « La conséquence de cette orientation française d'Ankara va être pour nous et pour la Russie soviétique un refroidissement¹⁶ ». Dans les faits, Rauf pacha passera rapidement dans l'opposition et sera écarté lors des procès de 1926.

Si l'Allemagne craint un revirement de la « politique russophile » du gouvernement turc, c'est parce qu'à cette date, elle espère que la Russie soviétique, qui constitue un partenaire privilégié pour l'Allemagne comme pour la Turquie, jouera le rôle d'intermédiaire entre les deux pays. Mustafa Kemal est depuis un moment déjà en contact avec la République soviétique, dont il a pu obtenir des livraisons d'armes et une aide financière, par un accord d'aide le 16 août 1920. Moins d'un an plus tard, le 16 mars 1921, le gouvernement d'Ankara a signé un traité d'amitié avec les Bolcheviks. L'Allemagne, quant à elle, a conclu le 16 avril 1922 le traité de Rapallo avec Moscou (un traité commercial avait déjà été conclu en mai 1921), par lequel les deux pays ont renoncé réciproquement à leurs réparations de guerre, ont décidé la reprise des relations diplomatiques, l'ouverture de négociations économiques et la mise en place d'une consultation permanente sur les grands problèmes économiques internationaux.

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ AA, Politische Beziehungen zwischen Frankreich und der Türkei, Dezember 1920-Dezember 1924, R 78497, rapport du 20.07.1922.

Au moment où la « politique d'exécution » du traité de Versailles aboutit à une impasse, la décision des deux *outsiders*, l'Allemagne et la Russie soviétique, de conclure un traité inquiète fortement les anciennes puissances de l'Entente. Cependant, même si certains hommes politiques allemands et certains militaires espèrent former un « axe révisionniste » germano-soviétique, pour Rathenau, le ministre des Affaires étrangères, et la plupart des responsables politiques, le traité constitue avant tout un atout supplémentaire dans le jeu politique qu'ils continuent de mener alternativement sous forme de coopération et de confrontation à l'égard des puissances occidentales. Ce traité amène en tous les cas à des spéculations de la part des alliés sur une alliance entre Moscou, Ankara et Berlin¹⁷. Six jours après la conclusion du traité de Rapallo, un rapport envoyé au Quai d'Orsay craint que « la politique d'entente entre la Russie et l'Allemagne [n'ait] des répercussions fâcheuses sur nos relations avec les Turcs et [ne] compromette encore plus les avantages attendus de l'accord d'Angora¹⁸ ».

Mais dans les faits, les autorités allemandes, qui souhaitent éviter avant tout un conflit de plus avec l'Entente, restent prudentes. Ainsi, la rumeur véhiculée par un journal parisien selon laquelle l'ambassadeur allemand aurait rencontré le représentant d'Ankara à Paris, Ferid bey, fait l'objet d'un démenti immédiat de la part de la presse allemande. Du côté du ministère des Affaires étrangères, la section « Turquie » est même d'avis qu'il n'était pas nécessaire que ce démenti fasse l'objet de tant d'assiduité, rappelant que la France a passé un accord avec Ankara en octobre 1921, que l'Italie s'efforce de faire de même, et que « l'Angleterre aussi a déjà essayé de se mettre en rapport avec le gouvernement kémaliste ». Ainsi, l'auteur du rapport souligne :

« Et rien ne nous oblige à éviter les relations avec la Turquie : le traité de Versailles ne contient rien à ce propos. Le traité d'armistice du 30 octobre 1918 entre la Turquie et les Alliés n'oblige que la Turquie à interrompre ses relations avec les Puissances de l'Entente », rappelant que « pour Mustafa Kemal, le contenu de cet accord d'armistice n'est absolument pas actuel. Il entretient dans presque toutes les capitales (sauf à Londres) des envoyés et est aussi représenté chez nous (Nuri bey)¹⁹. »

La conférence de Lausanne et les ouvertures turques

En octobre 1922, le traité de Mudanya met fin aux combats entre les Alliés et le mouvement de résistance kémaliste. Les négociations de paix, qui se déroulent à Lausanne, sont l'occasion pour les dirigeants allemands et kémalistes de reprendre

¹⁷ Comme en témoigne la parution à Paris en 1922 de l'ouvrage d'Omer Kiazim intitulé *Angora et Berlin : le complot germano-kémaliste contre le traité de Versailles*, et dans lequel il parle du « grand danger germano-bolchevico-kémaliste ».

¹⁸ AMAE, Série E Levant, volume 247, 21.04.1922. Le 20 octobre 1921 avait été conclu l'accord franco-turc d'Ankara.

¹⁹ AA, Politische Beziehungen der Türkei zu Deutschland, März 1920-Dezember 1923, R 78484, 23.02.1922.

contact. Un rapport secret du Quai d'Orsay révèle le 15 novembre 1922, le jour donc de l'ouverture de ces négociations, que l'industriel Hugo Stinnes²⁰ aurait envoyé un représentant chargé de « soumettre à İsmet pacha un important traité économique, prévoyant la fourniture de matériel de transport et d'armes au Gouvernement d'Angora par le groupe Stinnes », en échange duquel celui-ci obtiendrait « des avantages considérables en Asie Mineure, qui pourraient porter une atteinte très sensible à l'influence française en Syrie et dans les régions voisines²¹ ». Jusqu'ici, nous n'avons trouvé aucune information dans les sources allemandes confirmant ces avances faites par l'industriel allemand, et encore moins concernant le traité. Cependant, il est vrai que la Conférence de Lausanne, à laquelle l'Allemagne envoie un représentant non officiel, est l'occasion pour les Turcs et les Allemands d'entrer en contact.

À partir de la fin de l'année 1922, les divers représentants d'Ankara à l'étranger demandent régulièrement aux autorités allemandes la reprise des relations. À Lausanne, en décembre, l'un des délégués turcs déclare ainsi à un représentant allemand que la Turquie attend beaucoup de l'Allemagne et compte sur son aide dans son effort d'eupéanisation. À Tiflis, également, Nebil bey exprime l'espoir que l'Allemagne envoie bientôt un représentant à Ankara et ajoute que ses dirigeants « regrettent beaucoup que le côté allemand ne prenne pas plus d'initiatives ».

Le traité de Lausanne, signé le 24 juillet 1923, rend la Thrace orientale à la Turquie. La zone des Détroits et toute l'Asie Mineure relèvent désormais de sa pleine souveraineté. La question du maintien des capitulations, que les kémalistes voulaient évidemment voir disparaître, a représenté le principal point de discorde. Au final, les alliés ont dû y renoncer, en obtenant cependant que des garanties judiciaires soient instituées pour les étrangers ainsi que des avantages en matière de tarifs douaniers²². Le 2 octobre 1923, les Alliés évacuent Istanbul et la République est proclamée le 29 octobre. Mustafa Kemal en est élu Président et désigne comme capitale Ankara.

Les autorités allemandes commencent désormais à être rassurées sur les intentions du nouveau gouvernement turc : les contacts avec les divers représentants d'Ankara se précisent. Une commission d'études est arrivée à Berlin étudier le système scolaire allemand, une autre envisage d'installer des abattoirs de bétail selon le modèle allemand et avec du matériel acheté à l'Allemagne. Des négociations sont en cours pour que Emil Kautz reprenne la direction de la Banque agricole, comme pendant la Guerre. Ainsi, des perspectives commencent à s'ouvrir pour l'Allemagne, alors que les relations diplomatiques n'ont pas encore officiellement

²⁰ Hugo Stinnes (1870-1924) fut l'un des plus puissants industriels du Bassin de la Ruhr. À la tête d'un immense empire industriel de 300 000 ouvriers il put, en tant que député au Reichstag, défendre les positions de l'Allemagne vis-à-vis de la France sur la question des réparations.

²¹ AMAE, Série E Levant, Volume 247, 15 novembre 1922.

²² Dumont, Paul, *Mustafa Kemal, op. cit.*, p. 141.

repris. Du côté turc, le redressement économique de l'Allemagne à la fin de l'année 1923 force l'admiration des observateurs, comme en témoigne un article paru dans la revue publiée par la Direction générale de la presse *Ayn Tarihi* de février 1924²³, qui note qu'aucun autre pays n'a connu un tel bouleversement et ne s'en est remis aussi vite.

Pour l'heure, il reste à trouver la manière appropriée de reprendre les relations. Après le Traité de Lausanne, les autorités turques insistent toujours plus auprès des autorités allemandes pour qu'un traité soit signé entre les deux pays, et, surtout, que l'Allemagne envoie un représentant ou, mieux encore, un ambassadeur à Ankara. Pour le Gouvernement turc, en effet, il est vital de persuader les puissances que la capitale turque est Ankara et qu'Istanbul ne sera plus le lieu des ambassades, ce que la France, la Grande-Bretagne ou l'Italie ne veulent pas reconnaître. L'envoi d'un ambassadeur allemand à Ankara pourrait donc avoir pour conséquence que les autres puissances acceptent de faire de même, ce que savent bien les autorités allemandes, qui ne veulent pas prendre de risque et d'abord attendre que les puissances signataires du Traité de Lausanne l'aient ratifié et aient installé leurs représentations diplomatiques.

3. *La reprise officielle des relations*

« Le jour d'après, le chef protocolaire arriva avec son auto et me conduisit à Çankaya chez le Gazi. Une compagnie de soldats avait été placée devant la maison et l'orchestre joua l'hymne national allemand. L'adjudant du Gazi, Tevfik bey, me reçut en uniforme de gala. Je passai avec lui la revue et entrai dans la maison. C'était une petite maison, mais qui possédait une vue magnifique sur la région. Au loin sur la plaine se trouvait Ankara. Le Gazi était en civil, mais portait une toque en poil d'agneau sur la tête. Après les deux discours et la transmission des lettres de créances, nous restâmes assis un moment à parler. Le Gazi me demanda si j'allais construire une ambassade et se réjouit de ma réponse (...). On racontait que le Gazi n'était pas très pro-allemand et qu'il avait eu des difficultés avec Monsieur de Falkenhayn. Mais il parla de Monsieur Liman von Sanders de manière très respectueuse, disant [certes] de lui qu'il n'aimait pas beaucoup les Turcs et qu'il était très sévère, mais louant également son sens de l'équité et son savoir²⁴. »

Les deux États signent le 3 mars 1924 un traité d'amitié dont les négociations, menées par l'ambassadeur allemand en Roumanie Freytag, se déroulent à Ankara. Le choix du lieu des négociations, laissé aux dirigeants turcs, est naturellement significatif du fait que l'Allemagne va s'engager à reconnaître Ankara pour capitale. En janvier 1924, le ministre des Affaires étrangères Stresemann a ainsi fait savoir à

²³ « Almanya'da : İktisad Sahnesinde Terakki Alametleri » [Les signes du progrès économique en Allemagne]. In : *Ayn Tarihi*, Matbuat Umum Müdürlüğü, Ankara, n°6, vol. 2, février 1924.

²⁴ Nadolny, Rudolf, *Mein Beitrag. Erinnerungen eines Botschafters des Deutschen Reiches*, (éd. Günther Wollstein), Köln, Limes Verlag, 1985, pp. 171 – 172.

Freytag : « Si le Gouvernement turc souhaite que les négociations se déroulent à Angora et pas Constantinople, vous pouvez accepter ce choix », précisant qu'il s'agissait « d'un acte formel qui pour le Gouvernement turc représente la condition pour que les relations avec lui puissent reprendre²⁵ ».

Cependant, les autorités allemandes n'ont toujours pas pris de décision sur la question du titre que devra porter le représentant allemand, Rudolf Nadolny, en Turquie :

« Si les Turcs reviennent sur la question du titre de Nadolny comme ambassadeur ou comme envoyé, je recommande de dire ouvertement que nous savons que la question de la titularisation des chefs de missions étrangers n'est pas réglée entre les Alliés et la Turquie et que nous sommes donc dans l'obligation, pour des raisons politiques, de ne pas prendre une décision avant les Alliés²⁶. »

En mai 1924, le directeur de la section Turquie Schubert informe finalement les ambassadeurs allemands à l'étranger qu'il a été décidé, pour ne pas avoir de problèmes avec les autres Puissances, d'accréditer un chargé d'affaire qui portera le titre personnel d'ambassadeur²⁷. Rudolf Nadolny se rend donc d'abord en tant qu'envoyé en Turquie en mai 1924 et reçoit l'agrément du Gouvernement turc le 8 de ce mois. En mars 1925, il est enfin nommé ambassadeur. L'Allemagne mène donc face à ce problème une « politique des petits pas ». Tout en restant prudente face aux demandes turques – pour les kémalistes, la reconnaissance de leur gouvernement est vitale²⁸ – elle accepte que les négociations du traité d'amitié se déroulent à Ankara. Au sujet de la charge que doit assumer le futur représentant du Reich en Turquie, elle choisit d'abord de nommer un envoyé, en réalité ambassadeur, puis de le confirmer dans ses fonctions.

Nadolny est un diplomate d'expérience qui a exercé ses fonctions au consulat général de Saint-Petersbourg de 1903 à 1907. Surtout, il connaît déjà le Proche Orient, car il a effectué des missions ponctuelles en Perse, en Bosnie et en Albanie, puis a été nommé pendant la Guerre chef de la section politique au sein de l'État-major, d'où il a dirigé les actions de sabotage et de diversion au Proche et au Moyen-Orient. En 1921, il a été envoyé à Stockholm où il a travaillé à la reprise des relations entre l'URSS et l'Allemagne.

En juillet 1924, Nadolny se rend à Ankara, où il rencontre d'abord İsmet paşa, le ministre turc des Affaires étrangères :

« Alors il me demanda si j'allais installer une légation à Ankara. Car je n'avais d'abord été nommé qu'en tant qu'envoyé et l'Entente n'avait pas encore pris de décision. J'acquiesçai et lui dis que ma légation serait le 13 août à Haidarpacha. J'avais effectivement entendu que le consul général Padel, qui avait été muté à Smyrne, n'avait pas

²⁵ AA, Politische Beziehungen der Türkei zu Deutschland, Januar 1924 bis Februar 1926, R 78485, 10.01.1924.

²⁶ *Ibid.*, 2.04.1924.

²⁷ *Ibid.*, 2.05.1924.

²⁸ Seule l'URSS avait reconnu le Gouvernement d'Ankara en 1922.

trouvé tout de suite de bâtiment et avait commandé une maison de bois à la firme Christoph & Unmack à Niesky. Entre temps, il avait trouvé une maison avec jardin et la maison commandée pouvait donc me revenir (...). 'Alors *ce sera une maison démontable ?*' demanda Ismet. 'Non, répondis-je, *une maison montable mais pas démontable*²⁹.' 'Bien, dit le pacha satisfait. Alors nous vous donnerons le terrain nécessaire'³⁰. »

À l'automne 1928, les bâtiments de l'ambassade étaient construits. Les kémalistes, pour leur part, envoient Kemaleddin Sami pacha comme nouvel ambassadeur à Berlin. Un rapport de l'ambassade le décrit comme un militaire très doué, qui a rejoint le mouvement de résistance en 1920. Le rapport souligne également son calme et sa franchise – qui lui aurait valu d'entrer en conflit avec Mustafa Kemal – sa sympathie pour l'Allemagne et sa connaissance de l'allemand et précise que Kemaleddin, « au contraire de beaucoup d'autres officiers, porte encore la décoration militaire de la croix de fer (...) »³¹.

²⁹ En français dans le texte.

³⁰ Nadolny, Rudolf, *Mein Beitrag. Erinnerungen eines Botschafters*, op. cit., pp. 170-171.

³¹ AA, Staatsmänner in der Türkei, 1920 – 1924, R 78551, le conseiller de l'ambassade Moltke, 13.07.1924.

Quatrième partie
La Turquie kémaliste et l'Allemagne
de 1924 à 1933

